



HAL
open science

Madagascar, 1er semestre 2002 : une crise politique et ses conséquences dans un pays en développement

Wilfrid Bertile

► **To cite this version:**

Wilfrid Bertile. Madagascar, 1er semestre 2002 : une crise politique et ses conséquences dans un pays en développement. Travaux & documents, 2003, Espaces, sociétés et environnements de l’océan Indien, 20, pp.69–88. hal-02181282

HAL Id: hal-02181282

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02181282>

Submitted on 19 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Madagascar, 1^{er} semestre 2002 : une crise politique et ses conséquences dans un pays en développement

WILFRID BERTILE
Professeur de Géographie

Résumé : Au cours du 1^{er} semestre 2002, Madagascar a connu une grave crise politique née de la contestation des résultats des élections présidentielles du 16 décembre 2001. Largement vainqueur sur les Hautes Terres, le Maire de Tananarive, Marc Ravalomanana, s'est proclamé Président de la République de Madagascar, estimant l'avoir emporté dès le premier tour alors que les résultats officiels en exigeaient un second. Il s'appuie sur les manifestations de masse, notamment dans la capitale. Le Président sortant, Didier Ratsiraka s'installe à Tamatave et organise, par des barrages routiers et la destruction de ponts, l'asphyxie des Hautes Terres et, en particulier, de Tananarive. La crise politique se double donc d'une crise sociale et économique. Les industries d'exportation de la zone franche ont été particulièrement touchées et la croissance remise en cause. Le manque de produits de première nécessité et de médicaments, l'arrêt des activités économiques, augmentant le chômage, ont aggravé la misère d'une population déjà largement paupérisée. La crise s'est dénouée finalement au profit du Président Ravalomanana, qui a étendu progressivement son autorité sur l'ensemble du pays et qui a été reconnu par une communauté internationale longtemps réticente. Elle a eu des répercussions économiques à l'île Maurice qui avait investi dans la zone franche et elle a vu l'émergence d'une médiation politique régionale, par le biais de la Commission de l'Océan Indien.

Mots-clés : Madagascar, océan Indien, sous développement, crise politique, opposition centre- périphérie.

INTRODUCTION

De janvier à juillet 2002 Madagascar a connu une des plus grandes crises de son histoire depuis l'indépendance. Ce fut d'abord une crise politique issue de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001. Grèves dans les secteurs public et privé, barrages sur les routes principales et sabotages des ponts ont paralysé la vie économique et sociale. Il en est résulté une crise économique et sociale qui a duré quelque six mois. L'essor économique que connaissait Madagascar au cours des cinq dernières

années en est sans doute affecté pour un long temps. Les niveaux de vie déjà très bas et les conditions de vie déjà très difficiles de la population se sont encore dégradés. La crise malgache a fait aussi apparaître des divergences dans la communauté internationale et a eu des retombées non négligeables dans la région du Sud Ouest de l'océan Indien.

GENÈSE ET ÉVOLUTION D'UNE CRISE POLITIQUE

Les élections présidentielles du 16 décembre 2001 se tiennent dans un contexte un peu particulier. Le régime en place, autoritaire et déconsidéré, espère se maintenir en raison de la croissance économique du pays. Mais la volonté de changement est forte, accentuée par l'extrême pauvreté d'une large fraction de la population. Elle part du « Centre » et s'imposera sur l'ensemble du pays.

Des résultats contestés

Les élections présidentielles du 16 décembre 2001 à Madagascar voient s'affronter 6 candidats : Didier Ratsiraka, président sortant, Albert Zafy, professeur de médecine, ancien Président, Marc Ravalomanana, maire de Tananarive, industriel, Herizo Razafimahaleo, Président du mouvement politique Leader Fanilo, Patrick Rajaonary, PDG de la société PAPMAD et le Pasteur Daniel Rajakoba. Le taux de participation est de 65 %. La bataille électorale s'est circonscrite entre deux candidats : d'une part Didier Ratsiraka, président sortant, qui était passé de justesse en 1996, qui dispose cependant de gros moyens lui permettant de mener une campagne à l'échelle du pays tout en mobilisant l'appareil d'Etat ; d'autre part, son principal concurrent, Marc Ravalomanana, PDG de la société TIKO, premier groupe agro alimentaire du pays. Il s'appuie sur sa fortune personnelle pour mener campagne sur toute l'étendue de Madagascar, sur des leaders politiques expérimentés, sur les Eglises, qui lui assurent un réseau couvrant l'ensemble du pays et sur Tananarive, ville dont il est maire depuis 1999. Les autres candidats, valeureux, ont été victimes de leur manque de moyens et, surtout de cette bipolarisation. Le Pr. Albert Zafy, ancien président ayant été battu de peu en 1996, Herizo Razafimaleo, malgré la qualité de son programme, et les autres... n'ont réalisé que des scores limités.

Les résultats sont décomptés parallèlement par le Ministère de l'Intérieur, le KMMR (Comité de soutien à Marc Ravalomanana) et le Consortium des observateurs des Elections, financé par les bailleurs de

fonds, sur la base des procès-verbaux des bureaux de vote. Dès le début de janvier 2002, avant même la proclamation des résultats par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), Marc Ravalomanana mobilise quotidiennement la population de Tananarive sur la place du 13-Mai pour exiger une comparaison des procès verbaux détenus par les candidats et ceux du ministère de l'Intérieur. Il dépose des requêtes auprès de la HCC visant à la disqualification du Président sortant pour campagne avant l'heure, utilisation abusive de biens publics, affichage illégal, répartition inégale, au profit de Didier Ratsiraka, du temps d'émission de la radio nationale et de la télévision publique. La HCC convoque les deux parties le 23 janvier 2002 et rejette les requêtes présentées. Elle proclame le 24 janvier, les résultats officiels : Marc Ravalomanana (46,21 %), Didier Ratsiraka (40,89), Albert Zafy (5,35 %), Herizo Razafimahaleo (4,22 %) Daniel Rajakoba (1,76 %) Patrick Rajaonary...

Marc Ravalomanana l'emporte largement dans les provinces des Hautes Terres (Fianarantsoa et Tananarive). Il est devancé par Didier Ratsiraka dans les 4 provinces côtières mais fait jeu égal avec lui dans les villes. Les résultats divergent avec ceux du Consortium des observateurs des élections qui, sur la base des procès verbaux portant sur 90 % des bureaux, attribuent 50,49 % à Marc Ravalomanana et 37,68 % à Didier Ratsiraka et avec ceux du KMMR (Comité de soutien à Marc Ravalomanana) qui indique que son candidat a obtenu 52,15 % des voix et le président sortant 35,67 %.

Bras de fer et double pouvoir

Marc Ravalomanana et ses partisans refusent un second tour, estimant l'avoir emporté dès le premier. Ils craignent aussi qu'un face à face ne soit propice à des trucages électoraux de la part du Président sortant. Ils mobilisent la population de Tananarive qui a plébiscité son maire. Celui-ci l'appelle à manifester par dizaines ou centaines de milliers, tous les jours, sur la place du 13-Mai, demandant la confrontation des procès verbaux pour que la « vérité » sorte des urnes. Il lance un appel à la grève générale qui sera très suivie et dont le mot d'ordre ne sera levé que le 23 mars.

Un appel des quatre candidats perdants aux deux arrivés en tête pour trouver une solution à cette contestation n'aboutit pas. Le 9 février, le président sortant rejette la confrontation des procès verbaux et annonce la tenue d'un second tour, pour le 28 avril.

La médiation internationale se met en place. Du 7 au 10 février, des parlementaires français dépêchés sur place rencontrent notamment les deux

protagonistes mais échouent dans leur tentative de conciliation. Le Secrétaire Général de l'OUA, arrivé à Madagascar le 8 février, réussit à faire se rencontrer MM. Ratsiraka et Ravalomanana le 13 février. Cette même date arrivent à Tananarive M. Ibrahim Fall, adjoint aux affaires politiques du Secrétaire Général de l'ONU, M. Bérenger, vice-premier Ministre de Maurice et Anil Gayan, Ministre mauricien des Affaires Etrangères et président de la Commission de l'Océan Indien. Un comité paritaire de 10 membres essaie pendant cinq jours de trouver une solution au différend électoral sur la base d'une confrontation des procès verbaux, de la formation d'un gouvernement de parité et d'une recomposition de la HCC.

Devant les résultats décevants des travaux du comité paritaire, Marc Ravalomanana annonce le 20 février à la foule réunie sur la Place du 13-Mai qu'il prend le pouvoir. On l'a vu, les procès verbaux détenus par ses partisans du KMMR lui accordent en effet 52,15 % des suffrages contre 35,68 % à Didier Ratsiraka.

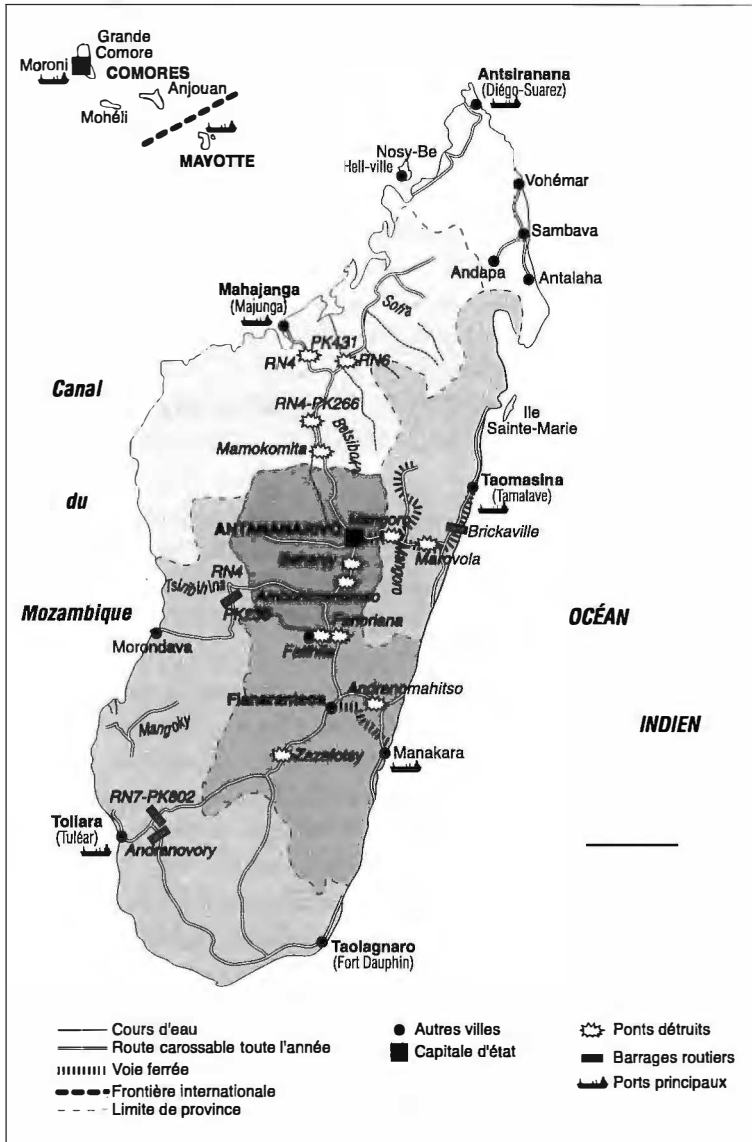
Le 22 février, dans un stade de Mahamasina bondé et en liesse, Marc Ravalomanana est proclamé Président de la République par un aréopage de 25 hauts magistrats. Le chef du Gouvernement, Tantely Andrianarivo, décrète l'état de nécessité nationale (état d'urgence) mais ne peut le mettre en œuvre et les manifestations populaires continuent le 23 février.

Marc Ravalomanana s'assure du pouvoir d'Etat, à Tananarive. Le 26 février, il nomme Jacques Sylla Premier ministre et forme un gouvernement. Le choix de Jacques Sylla est habile : c'est un francophile, alors que Marc Ravalomanana ne cache pas ses sympathies anglo-saxonnes et il est originaire de Sainte-Marie, dans la province de Didier Ratsiraka (Tamatave), ce qui atténue la critique de la mainmise des Mérimas des Hauts Plateaux sur le pouvoir. Les ministères sont investis avec l'aide de la population, à l'exception de la Primature, devant des forces de l'ordre passives, jusqu'au 8 mars date où se tient le 1^{er} Conseil des Ministres. Le 19 mars, les députés de la mouvance Ravalomanana font démissionner le président de l'Assemblée Nationale et le remplacent par un des leurs. Les grèves prennent fin à Tananarive. Les Etats Unis, l'Union européenne, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) condamnent cette « auto proclamation » de Marc Ravalomanana au mépris de la Constitution et des institutions, dont la Haute Cour Constitutionnelle. La communauté internationale craint que ce ne soit un précédent qui n'encourage d'autres opposants à faire de même dans d'autres pays. Le débat intellectuel entre « légalité » et « légitimité » fait rage à Madagascar les partisans de Ravalomanana l'estimant légitime et porté par le peuple.

Didier Ratsiraka continue de se dire Président, à partir de son fief de Tamatave, principal port de Madagascar, situé sur la côte Est. Il s'appuie sur une partie de l'armée et sur les autorités provinciales. Il organise la riposte, d'abord au cœur même de Tananarive. Les affrontements, le 27 février, entre les partisans du président sortant et du président « auto-proclamé » y font deux morts et une vingtaine de blessés. Le 28 février, Didier Ratsiraka instaure la loi martiale dans la capitale mais elle n'est pas respectée malgré la nomination d'un gouverneur militaire chargé de remplacer le gouverneur de la province jugé trop modéré. Début avril, plusieurs dizaines de détenus de la prison de Tananarive s'évadent miraculeusement, semant l'inquiétude dans la population. On parle de sabotage de l'usine électrique et des relais de transmission visant à plonger Tananarive dans le noir et à priver les habitants des médias audio visuels.

Le pouvoir leur ayant échappé à Tananarive, les partisans de Didier Ratsiraka dressent des barrages sur les routes principales et font sauter des ponts afin d'isoler la capitale (fig. 1). La province de Tananarive crée entre 70 et 75 % de la richesse du pays et on y compte 44 % des fonctionnaires malgaches. Asphyxier la capitale revient à paralyser le pays. Le barrage le plus important est celui de Brickaville, sur la RN2, route reliant Tananarive à Tamatave, principal port et seule raffinerie de pétrole du pays. Le 22 mars, le Gouvernement Sylla nomme les Présidents de Délégation Spéciale des 6 provinces destinés à remplacer les gouverneurs. Ceux des 4 provinces côtières ne peuvent pas prendre leur poste. Le 26 mars des incidents à Fianarantsoa font 6 morts et le 30 mars le dynamitage de deux ponts (ouest et est) achève d'isoler totalement Tananarive. Dans cette ville, début avril, des partisans de Didier Ratsiraka sont victimes d'actes de violence : maisons incendiées ou pillées. Toujours en avril, une mission d'information et de solidarité de la COI, met l'accent sur une conférence internationale consacrée à Madagascar. Le 18 avril, les deux « présidents » acceptent de se rencontrer à Dakar et signent un accord. Mais celui-ci n'est pas respecté : les barrages ne sont pas levés et, contrairement à l'« esprit de Dakar », un second tour n'aura pas lieu. En effet, le 29 avril 2002, après un décompte des voix, une nouvelle Haute Cour Constitutionnelle donne la victoire au premier tour à Marc Ravalomanana, avec 51,46 % des suffrages. Ce 4^e résultat du scrutin se veut être le bon. La cérémonie d'investiture du nouveau président se déroule le 6 mai au stade de Mahamasina. Jacques Sylla est confirmé comme Premier ministre.

FIGURE 1 : LA CRISE MALGACHE



En réaction à cette investiture, le 7 mai, les gouverneurs des provinces de Tuléar, Diégo-Suarez, Tamatave et Majunga, fidèles à Didier Ratsiraka, proclament l'indépendance de leurs provinces regroupées en une « Confédération des Etats indépendants », avec comme capitale Tamatave. Ils avaient déjà obtenu du président sortant le droit de réquisitionner les recettes fiscales et douanières afin de financer le budget qui leur était alloué et aussi celui de commander les forces de l'ordre dans leurs provinces respectives. La partition du pays s'organise et certains agitent le spectre de la « balkanisation ».

Victoire et reconnaissance de Marc Ravalomanana

Si Marc Ravalomanana pouvait compter sur la population de Tananarive, sur les communautés étrangères qui y vivaient, sur les Eglises, l'armée s'est pendant longtemps voulue neutre. Elle comptait entre 22 000 et 24 000 hommes dont 14 000 gendarmes. De nombreux militaires ont pris parti pour Marc Ravalomanana mais c'étaient des officiers souvent sans commandement et des troupes souvent sans armes. Didier Ratsiraka pouvait compter sur des troupes peu nombreuses, mais bien armées et bien entraînées. Le « noyau dur » de l'armée et les principaux officiers refusaient de se prononcer afin de ne pas faire s'opposer des « frères d'armes ».

Un nouveau Chef d'Etat Major est nommé par Marc Ravalomanana. Limogeages et nominations au sein de l'armée doivent la rendre plus à même « d'écraser les mutins » avant le 26 juin, date de la fête nationale malgache.

La prise d'assaut du siège de la primature, le palais de Mahazoarivo, le 26 mai a fait deux morts. Elle marque le lancement d'une offensive de Marc Ravalomanana pour détruire les barrages anti-économiques et pour établir son autorité sur l'ensemble de l'île.

Mais la conquête des provinces est plus difficile que prévu. Le 17 avril, les partisans de Marc Ravalomanana avaient, certes, pris Fianarantsoa et y avaient installé un Président de Délégation Spéciale à la place du Gouverneur « ratsirakiste ». Mais la stratégie consistant à établir un accès à la mer a connu un revers fin mai, à Morondava, quand des troupes aéroportées n'ont pu sécuriser le port afin de réceptionner un tanker sud-africain, et le 31 mai à l'aéroport de Majunga. Finalement, le 2 juin, Sambava, au Nord Est du pays, tombe, suivie des capitales de province, à savoir Tuléar (14 juin) au Sud Ouest et Majunga (19 juin) au Nord Ouest. Le 13 juin Didier Ratsiraka avait quitté Tamatave pour Paris, démoralisant ses troupes. Il sera de retour le 22 juin.

Le 26 juin, à l'occasion de la Fête de l'indépendance, les Etats Unis reconnaissent Marc Ravalomanana comme Président de Madagascar. Cette décision ouvre la voie à sa reconnaissance internationale et renforce ses positions sur le terrain. Dès le 2 juillet, les militaires pro-Ravalomanana prennent Diégo Suarez après trois semaines de face à face avec les troupes et les milices fidèles à Ratsiraka. Le 3 juillet la visite du Ministre français des Affaires Etrangères à Tananarive vaut reconnaissance implicite. Le 5 juillet, Didier Ratsiraka se réfugie en France et le 8 juillet Tamatave est déclarée « ville ouverte ». L'autorité du Président Ravalomanana s'étend sur tout le pays.

La crise politique malgache connaît son épilogue. Le 11 juillet, les différents Etats de l'Union européenne reconnaissent la légitimité du Président Ravalomanana. Les élections législatives anticipées du 15 décembre 2002 donnent au parti du Président 102 des 160 sièges à pourvoir. En février 2003, l'Union africaine qui a remplacé l'organisation de l'Unité Africaine, reconnaît à son tour le Président malgache.

La crise politique prend fin mais dans le domaine économique et social, elle est loin d'être terminée.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE

La crise politique a débouché sur une crise économique et sociale, conséquence de la paralysie du pays. Celle-ci est le résultat d'actions entreprises par les parties en présence. À Tananarive, les services publics ont été touchés pendant presque deux mois par des grèves qui ont aussi concerné les entreprises des secteurs public et privé. Dès le début du mois de février, des barrages sont érigés sur les routes principales reliant Tananarive aux principaux ports du pays. Des ponts sont détruits ou endommagés. Ces « garrots sur les artères vitales du pays » entravent la liberté de circulation des personnes et des marchandises (les entreprises, déjà affaiblies par les grèves, ne peuvent plus à partir du mois de mars s'approvisionner en matières premières ou en produits semi finis, ni livrer les marchandises à leurs clients, ce qui les contraint à ralentir et même à cesser leurs activités). La pénurie de carburants et de produits de première nécessité aggrave non seulement la situation économique mais aussi la vie sociale du pays. L'insécurité gagne du terrain.

Madagascar est en même temps victime de catastrophes naturelles : le cyclone Kesiny, accompagné de graves inondations, frappe en mai 2002

le Nord Est du pays, en particulier la région de Tamatave, faisant 33 morts, contaminant les nappes phréatiques, ravageant les rizières, emportant une quinzaine de ponts... Invasion de criquets et sécheresse sévissent dans le Sud...

La situation avant la crise : une évolution favorable

Après 25 années d'appauvrissement, Madagascar avait connu depuis 1995 une croissance économique soutenue en raison notamment de la mise en œuvre de mesures d'assainissement macro-économiques et d'une meilleure intégration dans l'économie mondiale.

En dépit de potentialités unanimement reconnues dans les domaines agricole, minier, halieutique, touristique..., Madagascar reste un des pays les plus pauvres du monde, avec un Produit intérieur Brut par habitant de 230 dollars (la moyenne de l'Afrique noire est de 540) et un Indicateur de Développement Humain (IDH) qui le classe au 152^e rang mondial (sur 174).

Le pays sort d'une longue période d'appauvrissement, le PNB par habitant ayant reculé de 46 % de 1970 à 1996. Faute d'entretien, les infrastructures routières, sanitaires, sociales, sont très dégradées. Le pays est endetté, la dette extérieure totale atteignant, 3124 millions de dollars, soit 106,4 % du PIB en l'an 2000.

Depuis le début des années 1990, les institutions financières de Bretton Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International) ont imposé un assainissement des finances publiques et la mise en place des conditions d'une reprise de la croissance.

Depuis 1997, l'évolution économique était très favorable. La croissance du PIB passe de 3,9 % en 1998 à 4,7 % en 1999, à 4,8 % en 2000 et à 5,9 % en 2001. Cette croissance a pour moteur l'investissement surtout public et la demande intérieure, même si avec 17 % du PIB le taux d'investissement reste faible. L'inflation est en voie d'être contenue, passant de 37 % en 1995 à 4,8 % en 2001. Il en est de même du déficit budgétaire, ramené à 1,6 % du PIB en 2001 au lieu de 6 % en 1995. Cependant, l'Etat se prive de ressources en raison d'une pression fiscale trop faible, ne représentant que 10 % du PIB en 2001. Cela est dû en particulier aux faibles performances des administrations douanières et fiscales. C'est ainsi que dans le secteur formel, 80 % de l'assiette échappait à la Taxe sur la Valeur Ajoutée tandis que le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu ne serait que de 20 % et celui des taxes foncières de 10 %.

La croissance économique est aussi liée à une meilleure insertion de Madagascar dans l'économie mondiale. L'admission du pays à l'African Growth and Opportununny Act (AGO) ouvre le marché américain aux produits textiles malgaches ce qui a entraîné une augmentation des exportations des entreprises de la zone franche et des investissements directs étrangers (IDE). Les exportations connaissant un accroissement de 106 % entre 1996 et 1999, taux deux fois supérieur à la moyenne mondiale (+58 %) et 7 fois à celui de l'Afrique Subsaharienne. La part du textile dans les exportations passe de 13 % en 1991 à 42 % en 1999. Les exportations traditionnelles malgaches (épices, café, vanille, fruits) se tiennent également bien même si leur part dans les exportations diminue (60 % en 1991, 34 % en 1999). La balance commerciale est excédentaire en 2000 et en 2001. Les investissements étrangers ont amélioré la balance courante dont le déficit ne représente plus que 1,8 % du PIB.

Les impacts économiques généraux de la crise

La crise politique a cassé cette évolution favorable.

Au niveau macro-économique, l'économie a connu une récession en 2002. Le taux de croissance pour 2002 subit un recul de 12 % au lieu d'une prévision de croissance de 6,5 % ce qui n'est pas loin des taux rencontrés dans des pays en situation de guerre.

La pénurie des biens a généré marché noir et hausse des prix, jusqu'à 50 à 200 %, en particulier sur les produits de première nécessité au cours de la crise.

Avec la fin de la crise politique, les prix ont baissé, mais sans toujours retrouver leur niveau antérieur et l'inflation devait se tenir à 14 % en moyenne pour l'année 2002 alors que les prévisions tablaient sur 4,5 %.

Au niveau des finances publiques, les recettes fiscales ont fortement chuté en raison de l'incapacité des contribuables à faire face à leurs obligations, en particulier au cours du premier semestre. En juin 2002, elles étaient en baisse de 70 %. Avec le ralentissement de l'activité économique, les rentrées douanières, dont 67 % sont générées par le port de Tamatave, atteignent 25 % seulement du montant escompté. Quand on sait que les recettes fiscales représentent 97 % des ressources extérieures de l'Etat on comprend que celui-ci n'ait pas pu honorer ses engagements.

En ce qui concerne les dépenses publiques, la loi de finances 2002, bien que promulguée, n'a couvert que les dépenses de personnel et les dépenses obligatoires. Le budget de fonctionnement de 2002 ne devrait

être exécuté qu'à hauteur de 42 %, tandis que celui des investissements oscillerait entre le tiers et la moitié.

En raison de la dualité des pouvoirs, en particulier de l'existence de deux gouverneurs de la Banque Centrale, chaque « président » ayant nommé le sien, les avoirs extérieurs de Madagascar d'un montant d'environ 350 millions de dollars de réserves en devises ont été gelés depuis le début du mois de mars 2002 par la Réserve Fédérale américaine et la Banque de France. Le marché interbancaire de devises (MID) qui détermine le taux de change du Franc malgache est fermé du 14 février au 2 août 2002 provoquant une pénurie de devises.

En conséquence, durant tout le premier semestre les opérations d'import-export ont été bloquées et, au final les échanges extérieurs ont connu une baisse de 50 % en 2002. Les exportations ont baissé de 47 % et les ventes locales de 69 % selon un expert de la Banque mondiale. La balance commerciale devrait ainsi être équilibrée en 2002.

Les conséquences sectorielles

Au niveau sectoriel, la crise a un effet dommageable sur l'ensemble des secteurs économiques, en particulier l'industrie. Le secteur primaire qui fait vivre plus de 80 % des Malgaches et assure 20 % des exportations est le moins touché. Au cours de la période 1997-2000, il n'a connu qu'une croissance de 4 % avec de bonnes performances pour la pêche. En conséquence, sa part dans le PIB décroît pour ne se situer qu'à 34 %. Il a peu souffert de la crise, avec une croissance négative de -1,2 % seulement. Les conditions climatiques ont été favorables à la vanille et au café. L'aquaculture en raison de sa localisation littorale est épargnée et a poursuivi son essor (7 100 tonnes en 2002 contre 6 500 tonnes en 2001)...

Le secteur secondaire demeure peu développé à Madagascar (12,6 % du PIB). On y trouve aussi bien des industries de droit commun (agro-alimentaire, bois et dérivés, industries mécaniques et métalliques) que des entreprises franches. Celles-ci, au nombre de 180, existent depuis 1989 et appartiennent actuellement pour 90 % à la branche textile-habillement. La zone franche ne représente que 1 % du PIB à Madagascar mais fournit 100 000 emplois directs en 2001 auxquels il convient d'ajouter 25 000 emplois induits. Elle accueille 60 % des investissements étrangers, fournit 40 % des exportations et occupe 20 % des actifs de Tananarive ayant un emploi. On comprend dans ces conditions que les débats sur les conséquences

économiques de la crise politique se soient focalisés sur la zone franche. Les entreprises franches orientées vers l'exportation ont dû réduire ou arrêter leur activité : le chômage technique touche 100 000 employés de ce secteur en juillet 2002. Le secteur industriel est le plus touché par la crise, connaissant un recul de 18 % en 2002.

Le secteur tertiaire (53 % du PIB) est celui qui contribue pour les 3/5 à la croissance économique depuis 1997. Il devait connaître un taux de croissance négatif de -14,6 % en 2002. Au cours des 5 dernières années, le commerce a connu une croissance annuelle moyenne de 6 % et s'est modernisé avec la construction de centres commerciaux à Tananarive et à Tamatave. 40 à 50 % des produits des centres commerciaux sont importés et bloqués dans les ports pendant la crise, tandis que les barrages routiers perturbaient l'approvisionnement en produits locaux. La croissance du commerce a subi un coup d'arrêt.

Le secteur des transports a son parc mobilisé à 80 % à cause des barrages et du manque de carburants

Le tourisme est un des secteurs les plus prometteurs avec une croissance annuelle de près de 14 % au cours des années précédentes. En 2001, Madagascar a reçu 200 000 touristes qui ont généré 18 000 emplois. La crise de 2002 a été dramatique pour ce secteur qui a perdu entre 60 à 80 % du chiffre d'affaires au cours du 1^{er} semestre 2002 par rapport à 2001. Le secteur du bâtiment et des travaux publics connaissait aussi une croissance soutenue avant la crise (+10 % par an entre 1997 et 2001). La crise a provoqué un ralentissement ou un blocage des chantiers, avec de gros problèmes d'approvisionnement et de financement. Le deuxième semestre 2002 a été plus favorable en raison de la relance des travaux d'infrastructures avec l'aide des bailleurs de fonds.

Au niveau des entreprises (micro-économie) les barrages routiers ont entraîné une fermeture totale ou partielle, représentant 150 000 emplois. La production a baissé suite à la perte des débouchés aussi bien locaux (baisse du pouvoir d'achat des ménages) qu'à l'exportation (annulation de commandes). La trésorerie des entreprises a été asséchée par le non remboursement par l'Etat de la TVA, le manque de liquidités, ce qui les rend incapables d'honorer les obligations fiscales et les échéances bancaires, les plaçant dans une situation de quasi-faillite.

Au total, la Banque mondiale a estimé le coût direct de la crise à 600 millions de dollars pour les six premiers mois de 2002 soit plus que toute l'aide publique au développement que le pays a reçue en 2000. La croissance négative

du PIB ramène le PIB réel de Madagascar à son niveau de 1999. Autrement dit, la crise a annulé la création de richesse des années 2000 et 2001.

LES CONSÉQUENCES SOCIO-POLITIQUES

Le chômage généré par les grèves, la pénurie de carburants et de produits de première nécessité provoquée par les barrages, le marché noir et la hausse des prix, l'insécurité pèsent sur la population. La crise a aussi des conséquences externes, tant au niveau du jeu diplomatique international qu'au plan de l'intégration régionale

L'aggravation de la pauvreté

Même si Madagascar reste un des pays les plus pauvres du monde, il y avait constaté globalement un recul de la pauvreté. Rappelons que Madagascar, avec un IDH de 0,481, est classé en 1999, 141^e sur 174 pays et figure parmi les pays à faible développement humain. La situation s'améliore cependant puisqu'en 1993, Madagascar était classé 150^e avec un IDH de 0,349. La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire est de 69 % en 2001 au lieu de 73 % en 1997.

La crise aggrave la situation puisque les prévisions tablaient sur un recul du taux de pauvreté à 65,9 % en 2002. En réalité, elle a fait passer ce taux à 73,2 % soit au niveau de 1997.

Le milieu rural où vivent 11 millions de personnes avec un revenu par tête qui est un des plus bas du monde (120 dollars/an) est plus frappé par la pauvreté que le milieu urbain : 75,1 % au lieu de 47,5 %. Il renferme 80 % des pauvres de Madagascar.

Les populations rurales, contrairement aux populations urbaines, n'ont pas profité du dynamisme du secteur moderne, industriel ou tertiaire, de ces dernières années.

TABLEAU 1 : ÉVOLUTION DES NIVEAUX DE VIE

	Evolution 1994-1997 en %	Evolution 1997-1999 en %
Milieu urbain	-27	+18
Milieu rural	-15	-5
Ecart urbain/rural	45 %	56 %

Source : PNUD Madagascar

L'écart de niveaux de vie entre urbains et ruraux s'était accru (tableau 1). Par tête, le niveau de vie urbain est supérieur de 56 % à celui des ruraux en 1999. Le revenu des ménages ruraux diminue en raison de

la crise encore de moitié. Dans le même temps, les produits de première nécessité et les médicaments manquent ou arrivent à des prix exorbitants. C'est le résultat des difficultés des communications et de la hausse des prix des transports et, bien évidemment, les régions les plus éloignées des villes où les plus isolées sont celles qui pâtissent le plus.

La même combinaison dramatique (baisse des revenus et hausse des prix) met dans des situations inextricables toute une population urbaine, déjà très pauvre, vivant de petites activités ou d'expédients dans le secteur informel. Elle a perdu sa clientèle traditionnelle avec la fermeture des usines. En effet, en milieu urbain de « nouveaux pauvres » apparaissent en raison de l'arrêt des activités des entreprises. On sait que 150 000 travailleurs ont été mis au chômage. Avec leurs familles, ce sont quelque 700 000 personnes qui sont privées de ressources.

Les produits de première nécessité manquent consécutivement aux barrages ce qui entraîne une hausse des prix accentuée par la spéculation. À partir d'avril 2002, le prix du sucre passe de 6 000 Fmg à 15 000 Fmg¹. Le niveau de pauvreté en milieu urbain remonte à 60 % de la population en 2002 au lieu des 42,6 % prévus avant la crise.

Celle-ci a, de surcroît, compromis la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté qui avait été élaborée afin de faire profiter le plus grand nombre des fruits de la croissance. Les actions, soutenues par la Communauté internationale, mettent l'accent sur les services sociaux de base : la santé et l'éducation.

Les dépenses publiques pour les services sociaux arrivent, avec 26 %, au 2^e rang derrière les services économiques (50,8 %) en 1999. L'éducation a reçu des dotations croissantes passant, entre 1995 et 2001, de 8,7 % à 15,7 % des dépenses budgétaires, soit de 1,5 % à 3,1 % du PIB. L'effort a porté sur l'éducation de base : recrutement de nouveaux enseignants pour les écoles rurales, amélioration du bâti scolaire, distribution de fournitures scolaires. La même évolution concerne les dépenses de santé passant entre 1995 et 2001, de 3,4 % à 9,7 % des dépenses publiques, et de 0,6 % à 1,84 % du PIB. Mais les dépenses pour les services de santé de base restent insuffisantes. De même, le secteur eau et assainissement ne bénéficie que d'investissements dérisoires (de 0,1 % à 0,3 % des dépenses publiques) alors que 78 % de la population malgache n'a pas accès à l'eau potable.

Pour les populations les plus pauvres, des programmes d'accès à de meilleures conditions de vie et de nutrition sont mis en place par l'Etat en

1 1 € = 6 800 Fmg.

partenariat avec des organisations non gouvernementales (ONG). L'Etat y consacre des ressources propres, mais aussi des crédits issus de la réduction de 50 % du service de la dette, Madagascar ayant bénéficié de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés. (IPTE).

Les effets négatifs de la crise s'observent dans tous ces secteurs. Le secteur de la santé a été perturbé notamment par les problèmes de transport pour le personnel et surtout pour les médicaments avec risques de rupture des stocks. Les approvisionnements sont bloqués à Tamatave et les livraisons vers les centres de santé et les officines sont perturbées par la présence de barrages et la pénurie de carburants. Le prix des médicaments a augmenté de 10 à 15 % en février et de 7 à 10 % en mai... La possibilité de trouver des médicaments dans les centres de santé a été réduite passant de 81 % avant la crise à 72 %. Du fait de manque de pétrole, la proportion des centres de santé ayant un réfrigérateur en état de marche tombe de 72 % à 50 %. Il s'en suit une réduction de la couverture vaccinale de 25 %. Cette baisse de l'offre de soins se double, à l'inverse, d'une baisse de la demande, la population ne pouvant plus payer les frais médicaux. C'est ainsi que la fréquentation des centres de santé a baissé de 24 %, que le nombre d'hospitalisation par rapport à 2001 a reculé de 38 %... La baisse des visites est due pour plus de 50 % à la pauvreté. En conséquence, par rapport à la même période de 2001, la mortalité à Tananarive-ville a augmenté de 23 %.

L'organisation de l'enseignement a aussi été perturbée par la crise. Les cours ont été suspendus pendant 8 à 12 semaines. Le Gouvernement Sylla a demandé une reprise des cours pour le 11 mars, mais celle-ci s'est faite laborieusement, en raison de dissensions internes et des problèmes de transports. Les calendriers d'enseignement (examens reportés), les cursus de formations ont été modifiés. En raison des pertes de revenus, de nombreuses familles (17 %) n'ont pu payer les frais scolaires des écoles privées confessionnelles. Le taux d'abandon y atteint 46 %, alors que celui de l'absentéisme journalier a augmenté. En 2002, le taux de réussite au Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires a connu une baisse de 13 %. À la fin de la crise, le Gouvernement a annulé les frais de scolarité (10 à 15 000 FMG). La rentrée scolaire 2002-2003 montre un regain d'intérêt pour l'école puisque le nombre des élèves a augmenté de 11 %.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, les projets sont suspendus. Dans le Nord Est du pays, les inondations liées au cyclone Kesiny ont détruit les infrastructures et pollué les sources. La pauvreté de la population l'amène à délaissier les bornes fontaines payantes, au profit

des puits, rivières et mares non potables, causes de maladies d'origine hydrique dont les enfants sont les premières victimes.

Les conséquences internationales : les USA devant la France ?

« L'auto proclamation » de Marc Ravalomanana a été condamnée par la communauté internationale pour non respect des institutions — fussent-elles contestables — en l'occurrence la Haute Cour Constitutionnelle qui avait officialisé un résultat nécessitant un second tour... De même son pouvoir ne s'étendait que sur une partie du pays, fût-elle la plus riche. Les partisans du nouveau président ressentaient cette position comme profondément injuste. La médiation internationale a recherché en vain une solution au conflit acceptable pour tous. La France, puissance étrangère dominante à Madagascar, et l'Organisation de l'Unité Africaine, chargées de faire respecter les principes du droit international, y ont été très contestées, tandis que les Etats-Unis, dans la logique de leur pénétration en Afrique, en profitent pour « marquer des points ».

La France a été accusée par les partisans du nouveau pouvoir de connivence avec le président sortant Didier Ratsiraka. En réalité les relations de la France avec l'ancien régime malgache sont complexes, souvent passionnelles. Alors que la France et Madagascar avaient connu 12 années d'étroite collaboration après l'indépendance de la Grande Ile en 1960, le 23 mai 1973, Didier Ratsiraka, Ministre des Affaires Etrangères, retire Madagascar de la zone franc. De nouveaux accords de coopération consacrent l'évacuation des troupes françaises et leur repli sur La Réunion. Après son arrivée au pouvoir en 1975, Didier Ratsiraka procède à des nationalisations dont notamment de nombreuses entreprises françaises. Avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981, les rapports se normalisent. En dépit des difficultés, la France n'avait jamais ménagé son soutien économique à Madagascar dont elle est le premier bailleur de fonds, où vit la plus importante communauté française d'Afrique subsaharienne avec 26 000 personnes, dont la moitié de binationaux...

Dès le début du conflit, La France a veillé à ne pas apparaître comme ayant pris parti d'un camp contre l'autre et même comme étant directement impliquée dans la recherche d'une issue à la crise. Elle a soutenu les initiatives africaines de médiation, en particulier celles de l'OUA.

La France s'appuie sur l'OUA et notamment, l'organe Central de Gestion de Crises. Les propositions avancées (nouveau décompte des voix, second tour ou, du moins, nouvelle consultation populaire, gouvernement

de large union, partage du pouvoir...) ne conviennent à aucune des deux parties et, principalement, aux partisans de Marc Ravalomanana. Les envoyés de l'OUA « syndicat des Chefs d'Etat en place » doivent affronter leur hostilité, nourrie de réminiscences historiques (l'OUA, ce sont des Africains et les tirailleurs « sénégalais » dépêchés par la France ont été l'instrument de la répression de l'insurrection nationaliste malgache de 1947 qui avait fait 100 000 morts).

Dans ces conditions, les médiations avaient peu de chances d'aboutir et c'est par la force des armes que le pouvoir du nouveau président a été étendu à l'ensemble du pays.

Cependant sans même attendre ce dénouement, somme toute prévisible après 6 mois de crise, les Etats-Unis ont reconnu le pouvoir de Marc Ravalomanana dès le 26 juin, jour de la Fête nationale malgache. L'ambassadrice américaine à Madagascar a remis à cette occasion au Président Ravalomanana une lettre officielle de Georges Bush, Président des Etats Unis.

Dès lors, les autres pays ne peuvent que faire de même. L'Allemagne, le Canada, la Suède, le Japon, en plus de la reconnaissance officielle, commencent le déblocage d'aides financières et humanitaires.

La visite du Ministre français des Affaires Etrangères à Madagascar le 3 juillet est le signe de la reconnaissance du nouveau pouvoir malgache par la France. À l'occasion de la réunion à Paris, le 26 juillet, des « Amis de Madagascar », la France a décidé de prendre « toute sa part dans l'effort de solidarité nationale pour la reconstruction du pays, en octroyant une aide budgétaire exceptionnelle, ainsi qu'une subvention d'ajustement structurel significative ».

Seule l'Union Africaine (UA) qui a succédé en juillet 2002 à l'OUA, refuse encore de reconnaître Marc Ravalomanana. Le siège de Madagascar reste vacant jusqu'en février 2003. Les Etats-Unis s'intéressent à Madagascar. La Grande Ile est éligible à l'AGO (African Growth and Opportunity Act) qui ouvre le marché américain aux produits textiles malgaches, dopant les exportations de Madagascar vers les Etats-Unis. Afin de lutter contre le terrorisme dans l'Océan Indien, les Etats-Unis ont remis en 2002 aux Malgaches 7 vedettes garde-côtes, faisant passer la « force navale » malgache de 2 à 9 navires, pour 5000 km de côtes. Fait significatif de cette « américanophilie », le 4 juillet 2002, Fête nationale des Etats-Unis, le Président de la Délégation Spéciale (Gouverneur) de Fianarantsoa pavoise la ville aux couleurs américaines sans prendre d'initiative similaire le 14 juillet pour la Fête nationale française. Le

nouveau Président proclame sa volonté d'ouvrir Madagascar sur l'extérieur et de faire appel à de nouveaux partenariats économiques.

Répercussions économiques à Maurice et émergence d'une médiation régionale

La paralysie de l'économie malgache a eu un effet néfaste sur l'économie mauricienne. Les deux économies sont en effet relativement imbriquées. En 2000, leurs échanges commerciaux se sont élevés à 96 millions de dollars. L'industrie textile mauricienne s'est en effet délocalisée dans la zone franche malgache. Les entreprises appartenant à des groupes mauriciens employaient 25 000 personnes et se sont spécialisées dans la confection de t-shirts (21,3 millions d'unités produites par an), de pull-overs (20 millions) de pantalons (6,9 millions) et de chemises (3 millions). En avril 2002, neuf des seize unités mauriciennes spécialisées dans le textile à Madagascar avaient cessé leurs activités. Au cours des 3 derniers mois, leur manque à gagner variait entre 500 000 et 4 000 000 de dollars. Avec la crise, entre 30 et 50 % des commandes ont été transférées à Maurice, 7 % seulement ont été maintenues à Madagascar et le reste a été perdu. La volonté des maisons mères, d'augmenter corrélativement leur production à Maurice, se heurte à un manque de main d'œuvre : 4000 ouvriers seraient nécessaires, mais malgré un taux de chômage de 9,7 %, les Mauriciens boudent le travail en usine.

Le port franc mauricien a également souffert du fait que nombre d'entreprises textiles importent leurs matières premières de Maurice. En 2001, Madagascar a contribué pour 22 % à la valeur totale des réexportations du port franc (matières premières textiles, mais aussi produits finis électroménagers et produits alimentaires). Au cours du 1^{er} trimestre 2002, la valeur des réexportations vers Madagascar a régressé de 58 % par rapport au dernier trimestre 2001, chutant de 16,6 à 7 millions de dollars. La fréquence des liaisons maritimes a été réduite.

Maurice a voulu jouer un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution négociée pour sortir de la crise malgache. Le ministre des Affaires Etrangères mauricien a participé à la mission de l'OUA à Madagascar. Maurice a été parmi les premiers à reconnaître le régime Ravalomanana. Dès le mois d'août 2002, une importante délégation politique et économique de Madagascar sous la conduite du vice premier ministre malgache s'est rendue à Maurice. Et c'est à Maurice que le Président Ravalomanana a consacré son premier voyage officiel à l'étranger en décembre 2002.

Enfin, la Commission de l'océan Indien s'est impliquée dans les efforts menés pour trouver une solution pacifique à la crise malgache. Le

Conseil des Ministres de cette organisation qui regroupe les Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles a adopté une déclaration en février 2002. Le Secrétaire Général de la COI a effectué une mission d'information et de solidarité à Madagascar au début d'avril 2002. Le Président de la COI pour 2002, le Ministre des Affaires Etrangères des Seychelles, est intervenu le 22 mai 2002 à Addis Abeba, devant les ministres des Affaires Etrangères du COMESA², sur la situation à Madagascar. Enfin, la COI a aidé la délégation malgache dont la présence au 3^e Sommet des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays ACP aux Fidji, le 18 juillet 2002, était contestée, notamment par l'Afrique du Sud.

CONCLUSION

La crise malgache, née de la contestation des résultats de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, s'est dénouée en juillet 2002 au profit du Président Marc Ravalomanana. Madagascar a frôlé la guerre civile et la population déjà très pauvre a souffert des pénuries, de l'insécurité, parfois de violences. La crise a fait quelque 100 morts. La destruction de ponts et des barrages dressés sur les routes menant à la capitale ont asphyxié l'économie du pays, provoquant la mise au chômage de 150 000 personnes. La zone franche, fleuron de l'économie malgache, a beaucoup souffert, mais au final, seules 4 entreprises dont le fabricant de jeans Novel de Hong Kong ont choisi de partir définitivement. Le nouveau Gouvernement se met au travail. Il a rétabli les communications. Il a aidé les entreprises à restaurer leur trésorerie en remboursant à partir de 1^{er} octobre la TVA et en payant les dettes de l'Etat à ses fournisseurs. Quelque 100 millions d'euros sont ainsi injectés dans le circuit économique. Les partenaires étrangers, bailleurs de fonds et pays amis, se mobilisent : le 26 juillet à Paris, réunis par la Banque mondiale, les « amis de Madagascar » ont promis 2,7 milliards d'euros sur 4 ans. Les élections législatives du 15 décembre ont donné une large majorité au nouveau régime et l'onction démocratique qu'on lui contestait. Il reste à combattre les maux fondamentaux du pays en s'attaquant à la réforme administrative, en pratiquant la transparence, en traquant la corruption et en mettant fin à l'amateurisme dans le domaine économique, en contenant les jeux de pouvoir. C'est ainsi que Madagascar pourra aller vers le « développement durable et rapide » que prône son nouveau Président et faire reculer une grande pauvreté trop généralisée.

2 COMESA : Common Market for Eastern and Southern Africa.



PONT DÉTRUIT À FATIHITA